

Recherches sociographiques



Christian DUFOUR, *Le défi français. Regards croisés sur la France et le Québec*, Québec, Septentrion, 2006, 170 p.

Jacques Palard

Volume 48, numéro 1, janvier–avril 2007

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/016235ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/016235ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Palard, J. (2007). Compte rendu de [Christian DUFOUR, *Le défi français. Regards croisés sur la France et le Québec*, Québec, Septentrion, 2006, 170 p.] *Recherches sociographiques*, 48(1), 165–167. <https://doi.org/10.7202/016235ar>

l'argumentation d'Oakes un peu forcée. Néanmoins, il nous rend grand service en suivant le cheminement du français vers son statut indéniable de langue publique commune, de la Commission Gendron en 1972, aux activités du *Comité interministériel sur la situation de la langue française* et au rapport des *États généraux sur la situation et l'avenir de la langue française au Québec* de 2001. Oakes conclut que la langue est plus qu'un mode de communication et qu'on ne peut pas lui enlever ses bases ethniques. À l'aide d'exemples comparatifs, Oakes démontre que même les États dits civiques ne sont pas très neutres envers leurs groupes ethniques et qu'en fin de compte, c'est l'ethnicité elle-même qui offre la motivation pour le maintien de la langue nationale. Dans de telles circonstances, il souligne la nécessité d'une citoyenneté fondée sur des politiques intégrationnistes favorisant l'accueil et l'inclusivité pour attirer les Néo-Québécois vers le français.

L'article de Ines Molinaro (Oxford) approfondit la relation entre les communautés allophones et les questions linguistiques au Québec. L'auteur offre une très intéressante comparaison entre les politiques intégrationnistes des gouvernements du Canada et du Québec dans leur désir de tolérer la diversité culturelle. Cependant, sa démonstration analytique est quelque peu gâtée par des expressions exagérées (langues et cultures hégémoniques), des affirmations gratuites et contestables (le civisme et les principes et valeurs politiques ne peuvent pas générer un sens d'appartenance, d'allégeances ou de communauté, p. 72) et des contradictions telles que : « Les enfants d'immigrants sont confortables avec leur pluralité d'identités culturelles » (p. 110) et « La majorité québécoise doit vouloir ouvrir "le centre" à une culture hétérogène pluriethnique » (p. 114). En dépit de sa volonté de créer des arguments là où il n'y en a pas, Molinaro termine avec une excellente analyse d'un tout nouveau phénomène présent au Québec, à savoir que « la diversification et l'hybridation des styles de vie manifestes dans les environnements urbains offrent aux individus des options culturelles complexes » (p. 111, ma traduction).

Au-delà de quelques critiques mineures, *French as the Common Language in Québec* est une excellente œuvre collective, pleine d'analyses astucieuses et bien étoffées. C'est une étude approfondie utile pour les spécialistes mais à la portée des non-spécialistes et des étudiants, accessible en anglais.

John E. TRENT

*Centre d'études en gouvernance,
Université d'Ottawa.*

Christian DUFOUR, *Le défi français. Regards croisés sur la France et le Québec*, Québec, Septentrion, 2006, 170 p.

Ouvrir un ouvrage consacré à son propre pays *et* issu d'un regard étranger, c'est accepter de se prêter à un obscur partage entre scepticisme – est-il vraiment possible de comprendre de l'extérieur un système sociopolitique dont la complexité

des codes et des mécanismes paraît constituer un obstacle *a priori* rédhibitoire ? – et curiosité – dans la mesure où la nouveauté de l’approche et de l’interprétation va souvent de pair avec la mise à distance de l’objet et une implication minimale de l’observateur. Cette curiosité est également aiguïlée par une invitation à l’analyse comparative, explicite ou « en creux », puisque, par le jeu des « regards croisés », on apprend souvent autant sur l’autre que sur soi-même. Là, réside l’intérêt premier de l’ouvrage de Christian Dufour.

Une première question naît du décalage partiel entre le titre et le sous-titre. Quel est le terrain d’analyse : la France ? La France et le Québec ? Tout ou partie des pays qui se réclament peu ou prou de la francophonie ? Volonté de l’auteur ou effet non voulu : en tout état de cause, la lecture de l’ouvrage ne permet pas de lever totalement cette incertitude, qui paraît tenir à la pluralité des intentions. Au fil des pages, en effet, et de façon fortement imbriquée, trois constatations principales se dégagent : l’évolution spatiotemporelle du système politique français, considéré en lui-même ou dans son contexte européen ; la spécificité du système politique québécois et, surtout, sa possible contribution à l’amélioration de la performance du système politique français ; enfin, la transformation des rapports de forces internationaux, une attention soutenue étant ici portée à l’emprise croissante – de nature impériale – des États-Unis. S’agissant d’un « essai », on ne saurait voir là un défaut dirimant. On peut même trouver dans cette absence de construction systématique un atout au service d’une lecture transversale qui autorise une synthèse personnelle. Sans que cela soit explicitement énoncé, l’approche relève principalement d’une sociologie historique des cultures politiques. Mais, dans le traitement de ces sujets associés ou connexes, Dufour, également auteur en 1989 d’un *Défi québécois*, semble aussi vouloir tirer profit du rôle qu’il a joué au sein de la fonction publique québécoise, avant de devenir chercheur et enseignant, pour adopter une posture volontiers normative et avancer conseils et préconisations.

L’analyse du système politique français prend pour toile de fond la crise d’identité née d’un affaiblissement continu qui touche, par effet de capillarité, l’ensemble du monde francophone. L’auteur s’attache à inscrire cette crise dans le temps long. Il date le début de la « dynamique d’affaiblissement » de la révocation de l’édit de Nantes (1685), qui relance la lutte anti-protestante et entraîne, parmi les Huguenots, un exode aux conséquences positives pour les pays d’accueil mais dont la Nouvelle-France catholique se trouve autoritairement exclue. Sur l’ensemble des trois « interfaces géopolitiques » – européenne, atlantique et méditerranéenne – qui ont jadis ou naguère marqué la domination française, le recul est graduel et, peut-être, inexorable.

Les passages qui sont consacrés au Québec, présenté comme la seule société nord-américaine qui soit à la fois moderne, non anglophone et pacifique, répondent à un souci souvent prescriptif, exprimé à de nombreuses reprises et qui fait pour ainsi dire office de leitmotiv : le système sociopolitique québécois renferme en lui non seulement le passé, mais aussi une partie de l’avenir de la France. Sa singularité centrale tient à son expérience historique qui l’a conduit à « incorporer au XVIII^e siècle un apport britannique qui persiste encore aujourd’hui, de façon en partie

positive » (p. 18). Dès lors, l'auteur plaide en faveur d'une forme de métissage : pour faire pièce à son obsession de l'Un, source d'idéalisme stérile, d'excessive centralisation et d'arrogance, qui la rendent à la fois « cassante » et « cassable », la France aurait tout à gagner à se rapprocher de la Grande-Bretagne et à faire siens des éléments de type britannique. Elle adopterait ainsi une approche plus pragmatique et, singulièrement, une conception plus réaliste apte, notamment, à renforcer sa place au sein de l'Europe. L'éventualité d'un nouveau « rebond » est à ce prix.

L'auteur estime que le nouveau contexte mondial contribue également à la dynamique d'affaiblissement de la France et des sociétés francophones, « qui restent souvent d'esprit anticapitaliste » (p. 106) alors même que l'État et le politique s'affaiblissent au bénéfice de l'économique dans un contexte marqué par l'emprise du capitalisme à l'américaine et la montée d'une « irrationalité destructrice ».

L'analyse que propose Dufour a en propre de mettre en perspective les facteurs d'évolution des rapports de force internationaux en étroite relation, s'agissant de la France et du Québec, avec la capacité propre des sociétés nationales, y compris dans leur mode d'organisation, à s'adapter à l'actuel système de contraintes. L'un des mérites de l'ouvrage réside également dans l'analyse comparative, éparse mais réelle, de la France et du Québec, c'est-à-dire du « pied-mère » et du « fragment », au sens que donne Louis Hartz à ces termes.

Jacques PALARD

*Institut d'études politiques,
Université Montesquieu – Bordeaux IV.*

Stéphanie ANGERS et Gérard FABRE, *Échanges intellectuels entre la France et le Québec (1930-2000). Les réseaux de la revue Esprit avec La Relève, Cité libre, Parti Pris et Possibles*, préface de Marcel FOURNIER, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université Laval, 2004, 248 p.

À l'heure où bien des histoires nationales des intellectuels ont été publiées, il est temps de s'attacher à la question des influences et des transferts. Bien des travaux existent en Europe, notamment sur les transferts franco-allemands, mais la question des échanges transatlantiques et notamment franco-québécois a été trop négligée. L'ouvrage de Stéphanie Angers et de Gérard Fabre contribue à combler cette lacune en s'attachant à l'étude des réseaux de la revue *Esprit* avec quatre publications québécoises des années 1930 jusqu'à 2000, depuis les débuts de *La Relève* jusqu'à *Possibles*. Construit logiquement sur un plan chronologique, il distingue trois périodes : les frémissements, centrés sur *La Relève*, l'âge d'or, dominé par l'épisode de *Cité libre* et le détachement, à partir de la fin des années 1970 où sont prises en compte les revues *Parti Pris* et *Possibles*. S'il comporte quelques erreurs regrettables – la guerre d'Algérie ne s'achève pas en 1963 (p. 150), Simon